CRIV 50 **COM 287**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

MET HET BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

dinsdag

07-11-2000

14:30 uur

mardi

07-11-2000

14:30 heures

AGALEV-ECOLO	*Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales*
CVP	*Christelijke Volkspartij*
FN	*Front National*
PRL FDF MCC	*Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement*
PS	*Parti socialiste*
PSC	*Parti social-chrétien*
SP	*Socialistische Partij*
VLAAMS BLOK	*Vlaams Blok*
VLD	*Vlaamse Liberalen en Democraten*
VU&ID	*Volksunie&ID21*

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		*Abréviations dans la numérotation des publications :*	
DOC 50 0000/000	*Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer*	*DOC 50 0000/000*	*Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif*
QRVA	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*	*QRVA*	*Questions et Réponses écrites*
CRIV	*Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)*	*CRIV*	*Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)*
CRIV	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)*	*CRIV*	*Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)*
CRABV	*Beknopt Verslag (op blauw papier)*	*CRABV*	*Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)*
PLEN	*Plenum (witte kaft)*	*PLEN*	*Séance plénière (couverture blanche)*
COM	*Commissievergadering (beige kaft)*	*COM*	*Réunion de commission (couverture beige)*

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de opvangmoeders en hun rechten op werkloosheid" (nr. 2308) 1

Sprekers: **, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid**, Greta D'Hondt**

Mondelinge vraag van mevrouw Kristien Grauwels aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesraden" (nr. 2437) 3

Sprekers: **Kristien Grauwels, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

Mondelinge vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de bescherming van de syndicale afgevaardigden" (nr. 2470) 4

Sprekers: **Zoé Genot, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

SOMMAIRE

Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la problématique des gardiennes encadrées et leurs droits au chômage" (n° 2308) 1

Orateurs: **, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi**, Greta D'Hondt**

Question orale de Mme Kristien Grauwels à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la présence des hommes et des femmes dans les organes d'avis" (n° 2437) 3

Orateurs: **Kristien Grauwels, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

Question orale de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la protection des délégués syndicaux" (n° 2470) 4

Orateurs: **Zoé Genot, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

DINSDAG 07 NOVEMBER 2000

14:30 uur

———

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MARDI 07 NOVEMBRE 2000

14:30 heures

———

De vergadering wordt geopend om 14.36 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.
La séance est ouverte à 14.36 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la problématique des gardiennes encadrées et leurs droits au chômage" (n° 2308)
01 Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de opvangmoeders en hun rechten op werkloosheid" (nr. 2308)

01.01 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, madame la vice-première ministre, chers collègues, la question que je souhaitais poser concerne les droits et le futur statut des gardiennes encadrées. En attendant ce statut, il faudrait peut-être d'ores et déjà penser à l'amélioration de leur situation.

Je me permets de préciser l'enjeu de la question: qui sont les gardiennes encadrées? Il s'agit de personnes qui peuvent garder des enfants à la maison et qui ont servi de « système D » vu le manque crucial et permanent de places dans les crèches. En général, elles travaillent au forfait en fonction du nombre de jours de garde et du nombre d'enfants. Elles sont supervisées par l'ONE et intégrées dans un service de gardiennes encadrées. Par ce biais, elles suivent des formations, des recyclages et acquièrent donc une compétence de « puéricultrice ».

Au départ, il s'agissait essentiellement de femmes au foyer qui se proposaient de garder les enfants des autres. Le revenu qu'elles pouvaient tirer de cette activité représentait un complément de revenu familial. Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. Le manque crucial de places dans les crèches est permanent et beaucoup de femmes se sont engagées à devenir gardiennes encadrées. Elles sont 10.000 en Belgique, ce qui n'est pas insignifiant. Certaines de ces gardiennes étaient d'anciennes chômeuses, qui ont choisi cette activité, à temps plein ou à temps partiel, soit pour sortir du chômage, soit parce qu'elles en avaient été exclues, soit parce qu'elles trouvaient que c'était un travail intéressant.

Ma question porte sur les droits liés à l'assurance-chômage. L'ONEm ne reconnaît pas cette activité comme une activité professionnelle. Le revenu des gardiennes est toujours un revenu de compensation. Certaines d'entre elles continuent à relever du chômage et malgré l'activité en qualité de gardienne, le temps de chômage continue à courir. Ce n'est donc pas assimilé à du travail. Les gardiennes encadrées perdent donc beaucoup de droits.

Certaines, ayant été exclues du chômage, sont entrées dans le circuit des gardiennes d'enfants mais elles ne peuvent jamais récupérer un quota d'heures de travail nécessaires et suffisantes pour pouvoir, à un moment donné, se réinsérer dans la vie « professionnelle » normale.

Par ailleurs, leur revenu est lié à la présence effective des enfants. Elles n'ont pas de revenu garanti. C'est un revenu aléatoire qui dépend totalement de la volonté des parents.

Ne pourrait-on pas créer pour ces gardiennes un système similaire à celui qui existe pour les travailleurs saisonniers, par exemple? Lorsque quelqu'un qui relève de l'assurance-chômage opte

pour la fonction de gardienne encadrée, n'y a-t-il pas moyen de maintenir des droits à un revenu minimum, ce qui pourrait compenser la perte liée à la présence ou non des enfants?

Voilà les aspects sur lesquels je voulais attirer votre attention. J'aimerais obtenir quelques informations à ce sujet.

Entre-temps, il y a eu la marche des femmes que vous avez pu prolonger par un projet ou des pistes de travail et d'analyses qui sont sur la table. En outre, la déclaration gouvernementale manifeste l'intérêt pour les enfants dans notre société par le biais d'un élargissement de la déduction fiscale pour leur garde. L'Etat fait donc un effort vis-à-vis des parents qui ont des enfants à faire garder. Par ailleurs, la déclaration gouvernementale annonce aussi l'examen de dossiers sociaux, entre autres « le statut des gardiennes d'enfants avec d'autres statuts comme le statut d'artiste ».

Donc, entre le 2 juillet et aujourd'hui, de l'eau a coulé sous les ponts et il y a une réponse plus riche et plus intéressante à apporter, qui permet en tout cas d'ouvrir des pistes.

01.02 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, Mme Coenen connaît particulièrement bien le dossier et, manifestement, elle a suivi son évolution. Je crains donc de ne pas lui apporter suffisamment d'informations.

Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne la réglementation du chômage et son évolution possible dans le futur? Vous avez raison de dire que, lors des travaux sur le budget 2001 et sur le plan pluriannuel, a été citée comme prioritaire la nécessité de trouver un statut pour les gardiennes encadrées.

Actuellement, la réglementation du chômage prévoit déjà un règlement particulier pour les chômeurs qui interrompent leur chômage dans certaines conditions. Cela s'applique plus particulièrement lorsqu'un chômeur ou une chômeuse interrompt son chômage pour exercer une activité par laquelle il ou elle n'est pas soumis(e) à la sécurité sociale des travailleurs. Cela s'applique donc pour l'exercice d'une activité en tant que gardienne d'enfants. Le règlement est le suivant: lorsque le chômeur exerce cette activité pendant un maximum de 9 ans, il peut à nouveau automatiquement bénéficier d'allocations de chômage après l'arrêt de l'activité en question. Il s'agit donc d'une importante exception au principe selon lequel l'on doit prouver, juste avant le chômage, avoir travaillé suffisamment longtemps en tant que salarié pour avoir droit aux allocations de chômage.

Un règlement similaire existe d'ailleurs pour le travailleur interrompant son travail salarié pour l'exercice d'une activité qui n'est pas soumise à la sécurité sociale des travailleurs. Cette période d'activité, par exemple en tant que gardienne d'enfants, n'est donc pas prise en considération et le droit aux allocations de chômage est alors fixé sur la base du travail salarié exercé avant la période en tant que gardienne d'enfants.

Il demeure cependant un problème si cette activité est exercée pendant plus de 9 ans. Au lieu de prévoir une exception spécifique pour les gardiennes encadrées, je pense qu'une solution plus fondamentale est nécessaire. On examine pour le moment en collaboration avec mon collègue des affaires sociales, la façon dont on peut accorder à ces gardiennes encadrées un statut de travailleur. Cela permettrait donc non seulement de maintenir leurs droits en matière d'assurance chômage, mais cela rendrait même possible le fait d'établir des droits aux allocations de chômage sur la base de ces activités en tant que gardienne d'enfants.

J'en arrive ainsi à la deuxième partie de votre question. Un tel règlement permettrait d'accorder également une allocation complémentaire à la gardienne encadrée en cas d'occupation partielle, par exemple, en raison de la maladie d'un enfant ou de vacances des parents.

Cette situation peut en effet être comparée à une pénurie de travail en cas de force majeure pour laquelle l'assurance chômage intervient également par des allocations de chômage temporaire.

Voilà donc ce que nous examinons à l'heure actuelle.

La dernière précision à donner est que la période en tant que gardienne encadrée ne peut pas être et n'est pas considérée comme une période de chômage pour l'exclusion en raison de chômage de longue durée. La question m'avait été posée. En effet, seuls les jours qui ont donné lieu au paiement d'une allocation sont pris en compte pour le calcul de la période permise de chômage.

01.03 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, je remercie la ministre pour sa réponse.

A propos de la période de neuf ans, cette

législation est-elle assez récente?

01.04 **Laurette Onkelinx**, ministre: C'était avant moi, en tout cas.

01.05 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): J'ai l'impression que, dans les services, il y a un réel problème d'information auprès des personnes concernées. On pourrait très bien imaginer qu'elles fassent ce travail pendant neuf ans pour revenir ensuite s'inscrire comme demandeuses d'emploi et bénéficier d'allocations de chômage, pour ne pas perdre leurs droits individuels en tant que travailleuses. Aussi longtemps qu'elles n'ont pas de statut, c'est encore une situation de protection. Je le répète, j'ai l'impression que l'information passe mal dans le secteur. Il y a sans doute un travail à faire à ce niveau.

Madame la ministre, je suis enchantée de savoir que vous étudiez aussi la possibilité de chômage pour force majeure. Il est vrai que cela pose le problème du travail à temps partiel mais je parlais uniquement des femmes qui acceptent le quota temps plein d'enfants et qui doivent être en règle.

J'espère que vous pourrez trouver une solution leur permettant d'obtenir un revenu minimum garanti mensuel, ce qu'elles souhaitent réellement au lieu de cette variabilité de revenus liée aux conditions de leur travail.

Je suivrai ce dossier avec une grande attention.

01.06 **Greta D'Hondt** (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik besef dat ik mij niet kan aansluiten bij een vraag, maar deze van mevrouw Coenen is pertinent. Vandaar dat ik mij veroorloof om er kort even op in te gaan.

Ik herinner u eraan dat wij een wetsvoorstel betreffende het statuut van de onthaalmoeders hebben ingediend. Ik dring erop aan dat het binnenkort op de agenda wordt geplaatst. De regering heeft bij monde van minister Vandenbroucke rond Pasen vorig jaar de idee geopperd om terzake een regeling uit te werken. Als voorzitter hebt u ongetwijfeld geoordeeld dat het wijs zou zijn het wetsontwerp en het wetsvoorstel samen te bespreken. Als het wetsontwerp echter uitblijft, dan pleit ik ervoor dat, aangezien de problematiek op het terrein moet worden opgelost, ons wetsvoorstel zo vlug mogelijk wordt behandeld. Ik zal mij er zeker niet tegen verzetten dat het samen met het wetsontwerp wordt bediscussieerd, maar een regeling kan niet nog eens worden uitgesteld.

De **voorzitter**: Ik neem akte van uw terechte vraag, mevrouw D'Hondt. Ik probeer de werkzaamheden te ordenen volgens de vooropgestelde principes en zal rekening houden met uw pleidooi.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

02 Mondelinge vraag van mevrouw Kristien Grauwels aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesraden" (nr. 2437)
02 Question orale de Mme Kristien Grauwels à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la présence des hommes et des femmes dans les organes d'avis" (n° 2437)

02.01 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, volgens de wet van 20 juli 1990 op de federale adviesraden moeten deze samengesteld zijn volgens de een derde - twee derde regel. Dat moest in 1999 gerealiseerd zijn. Er werd uitstel gegeven tot eind 2000. Nu blijkt dat de wetgeving eigenlijk niet duidelijk en niet gemakkelijk toepasbaar is. De diverse ministeries moeten nu om de drie maanden een stand van zaken bezorgen over de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesraden. Ik heb in dat verband enkele vragen.

Mevrouw de minister, krijgt u daadwerkelijk een schriftelijke stand van zaken van elk ministerie? Blijkt hieruit dat er tijdens het jaar uitstel vooruitgang werd geboekt? Hoeveel meer adviesraden zijn nu in orde in vergelijking met vorig jaar? Is er al duidelijkheid over wat men concreet bedoelt met raden die in hoofdzaak advies verlenen? Bestaat er eventueel een opsomming van raden die erkend zijn als adviesraad waarvoor die regel eigenlijk geldt? Hoe vaak kan een afwijking worden aangevraagd? Wordt bij elke nieuw opgerichte adviesraad automatisch bepaald of het gaat om een adviesraad die onder de een derde – twee derde regel valt?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer de voorzitter, een eerste trimestrieel verslag betreffende de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de federale raden met adviserende bevoegdheid werd voorgelegd aan de ministerraad van 28 april 2000. Voor bepaalde ministeries ontbraken gegevens. Als aanwijzing kan ik echter toch melden dat op die datum zowat

een vierde van de getelde raden conform de een derde - twee derde regel voorzien in de wet van 20 juli 1990 samengesteld bleken. Een tweede verslag werd door de ministerraad van 14 juli 2000 onderzocht. Daarin waren de cijfers opgenomen voor al de ministeries. Van de 236 raden vertoonden er 109 het vereiste evenwicht, 43,2%. 102 raden beschikten over een tijdelijke afwijking, 44,9%. 28 raden worden geherstructureerd. Er werd een duidelijke vooruitgang waargenomen vermits minister Miet Smet in februari 1999 schatte dat slechts 10% van de raden de verhouding naleefden die door de wet wordt opgelegd. Een laatste verslag voor 2000 wordt voorzien in november.

Le fait que tombent sous le champ d'application de la loi les organes ayant pour compétence de rendre des avis «à titre principal» n'a pas semblé poser de difficultés significatives. Quand des organes ont, en plus de la mission de rendre des avis, d'autres missions, il convient de s'interroger sur le caractère accessoire ou non de ces autres missions. Un tri peut relativement aisément s'opérer entre les organes concernés par la loi et ceux qui ne le sont pas. Les termes «à titre principal» résultent d'ailleurs d'une proposition du Conseil d'Etat en 1990.

La dérogation accordée par le Conseil des ministres à un organe est renouvelable, à condition de présenter, pour cet organe, une demande valablement appuyée.

Enfin, pour répondre à votre dernière question, madame Grauwels, tout organe nouvellement créé et qui correspond aux caractéristiques contenues à l'article 1 de la loi du 20 juillet 1990 entre d'office dans son champ d'application.

02.03 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ondanks het feit dat een vierde van de raden in orde is, lijkt dit mij toch nog altijd te weinig. Volgens mij moet worden nagegaan of iets aan de voorwaarden, aan de reglementering moet worden gewijzigd.

02.04 **Laurette Onkelinx**, ministre: J'ai dit que 43,2% rencontraient l'équilibre voulu. Ce n'est pas la moitié mais c'est plus de 40%.

02.05 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): U zegt dat er geen probleem is om uit te maken wat precies wordt bedoeld met een raad die in hoofdzaak advies verleent. Betekent dit dan dat er een lijst bestaat van die raden?

02.06 **Laurette Onkelinx**, ministre: On départage toujours. On se pose à chaque fois la question de savoir si la fonction consistant à donner des avis est effectuée à titre principal ou à titre accessoire. Je n'ai aucune objection à rendre publiques les décisions en la matière.

De **voorzitter**: Mevrouw de minister, het zou goed zijn mocht u dit doen. Die lijst kan dan aan de leden worden bezorgd.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

03 Question orale de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la protection des délégués syndicaux" (n° 2470)
03 Mondelinge vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de bescherming van de syndicale afgevaardigden" (nr. 2470)

03.01 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, en novembre 1999, j'avais attiré votre attention sur la propension inquiétante constatée dans les entreprises à licencier des délégués syndicaux dans la période précédant les élections sociales, le fameux «effet soldes». Ces licenciements sont particulièrement dommageables, bien sûr, pour le délégué lui-même mais aussi pour tout notre système de concertation sociale: privation de leurs délégués ayant acquis de l'expérience pour les travailleurs et intimidation des candidats délégués.

Je vous avais interrogée sur les mesures que vous comptiez prendre pour contrer ces licenciements abusifs. Vous m'aviez assurée à l'époque que vos services procéderaient à une vérification de l'application de la loi de 1948, modifiée en 1991; en effet, cette loi assure une protection du travailleur délégué.

Je voudrais maintenant vous interroger sur les suites qui ont été réservées à cette demande. Les enquêtes que vous aviez prévues ont-elles été effectuées? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous indiquer les résultats et nous dire si des mesures plus efficaces pour enrayer ce phénomène sont envisagées au sein de votre département? Quelles sont-elles? Quels en sont les objectifs? Quel est l'agenda de mise en application?

Avait été évoquée, à l'époque, l'inscription de la problématique de la protection des délégués syndicaux à l'ordre du jour de toutes les commissions paritaires et la sensibilisation des auditorats du travail en tant que partenaires

essentiels dans le cadre des futurs procès pour licenciement de délégués.

Des idées à creuser sont présentées à l'heure actuelle par les syndicats. Je n'en avais pas fait mention dans ma question écrite et je n'attends donc pas de réaction aujourd'hui, mais je souhaite quand même les aborder brièvement. Par exemple, l'introduction de l'immunité syndicale qui ne pourrait être levée que par les travailleurs et qui précéderait toute forme de défense classique; le respect de la procédure pour ne pas rendre le licenciement nul et non avenu; la correctionnalisation du refus de réintégration; la prise en compte financière du préjudice subi par chaque travailleur privé de son délégué, etc. Cette liste est, bien sûr, non exhaustive.

Toutes ces questions sont très délicates mais si nous souhaitons que notre système de concertation sociale perdure, il est primordial de les aborder.

03.02 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, effectivement, Mme Genot m'avait interpellée en novembre 1999. A la suite de cette interpellation et d'autres interpellations en provenance d'organisations syndicales, j'avais proposé non une modification législative, vu que cette voie prenait trop de temps pour aboutir à des résultats concrets pendant la période d'élections sociales, mais d'interpeller les commissions paritaires sur le sujet.

J'ai adressé deux notes aux présidents des commissions paritaires, le 17 janvier et le 6 mars 2000, en vue d'inviter toutes les instances paritaires qu'ils président à élaborer, s'il y a lieu, un code de bonne conduite en matière de licenciement des travailleurs protégés. Les présidents étaient également tenus de me faire rapport de l'état des discussions de ce sujet défini à l'ordre du jour de tous les organes paritaires. J'ai donc d'abord fait la demande, puis je me suis rendu compte que dans une série de commissions paritaires, l'affaire passait en pertes et profits; c'est ainsi que j'ai exigé un rapport.

Le constat que je fais à l'heure actuelle, c'est que deux conventions collectives de travail portant des dispositions contraignantes ont été conclues et dépassent la portée d'un simple code de bonne conduite. En effet, les deux secteurs - diamant et navigation intérieure - ont décidé que toute difficulté qui se produirait dans les organes de concertation des entreprises devrait faire l'objet d'une conciliation préalable devant l'instance paritaire, avant d'aborder toute procédure légale. Quatre autres commissions paritaires ont décidé de formuler une recommandation allant dans le même sens aux entreprises et aux délégués des travailleurs de la branche d'activité. Enfin, 21 autres commissions paritaires ont eu une discussion approfondie qui pourrait aboutir à des mesures préventives, avant les élections sociales suivantes, évidemment.

Je vous fais remarquer que d'un point de vue quantitatif, il semble bien - heureusement et peut-être grâce à cela - que le nombre de conflits suscités a finalement été marginal. Pour l'instant, il n'y a pas de nouvelle difficulté enregistrée dans ce domaine, après examen de l'ensemble des secteurs en présence. Vous avez fait état de propositions; il y en a d'autres.

Il faut laisser le temps aux partenaires sociaux de continuer à trouver des pistes, telles que celles déjà dégagées au niveau des commissions paritaires. Ce n'est, me semble-t-il, que dans le cas où les partenaires sociaux n'aboutiraient pas à des consensus qu'il faudrait alors requérir la voie législative. Le bilan des travaux des commissions paritaires sera dressé en 2002. A ce moment, on pourra dire si les solutions sont suffisantes ou non.

03.03 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): Monsieur le président, je remercie Mme la ministre de nous avoir tenus au courant des différents résultats des commissions paritaires. C'est relativement encourageant.

Madame la ministre, vous avez évoqué dans certaines interviews la possibilité de sensibiliser l'auditorat du travail. Cette piste a-t-elle été creusée?

03.04 **Laurette Onkelinx**, ministre: Cela a été fait.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 15.05 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.05 uur.

CRABV 50 **COM 287**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

dinsdag

07-11-2000

14:30 uur

mardi

07-11-2000

14:30 heures

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de opvangmoeders en hun rechten op werkloosheid" (nr. 2308) 1

Sprekers: **, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid **, Greta D'Hondt**

Mondelinge vraag van mevrouw Kristien Grauwels aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesraden" (nr 2437) 3

Sprekers: **Kristien Grauwels, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

Mondelinge vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de bescherming van de syndicale afgevaardigden" (nr 2470). 4

Sprekers: **Zoé Genot, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

SOMMAIRE

Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la problématique des gardiennes encadrées et leurs droits au chômage" (n° 2308) 1

Orateurs: **, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi **, Greta D'Hondt**

Question orale de Mme Kristien Grauwels à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la présence des hommes et des femmes dans les organes d'avis" (n° 2437) 3

Orateurs: **Kristien Grauwels, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

Question orale de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la protection des délégués syndicaux" (n° 2470) 4

Orateurs: **Zoé Genot, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

DINSDAG 07 NOVEMBER 2000

14:30 uur

_____

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MARDI 07 NOVEMBRE 2000

14:30 heures

_____

De vergadering wordt geopend om 14.32 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.

La séance est ouverte à 14.32 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de opvangmoeders en hun rechten op werkloosheid" (nr. 2308)

01.01 **Marie-Thérèse Coenen** (AGALEV-ECOLO): Erkende onthaalmoeders, die maximaal drie kinderen thuis mogen opvangen, krijgen een forfaitaire vergoeding per kind om hun kosten te dekken. Die vergoeding is niet belastbaar, en geeft ook geen recht op sociale zekerheid.

Het zijn overwegend werkloze vrouwen die een schorsing van hun rechten aanvragen om als onthaalmoeder te werken. In België zijn er zo'n 10.000. Hun activiteit wordt echter niet erkend door de RVA. De vergoeding die ze ontvangen wordt als vervangingsinkomen beschouwd, niet als een inkomen uit arbeid. De werkloze vrouwen halen daardoor het vereiste aantal werkuren niet om opnieuw in een normale loopbaan te stappen.

Kan de RVA-reglementering niet voorzien in het behoud van de rechten van werklozen die hun statuut opgeven om als onthaalmoeder aan de slag te gaan ?

Kan deze beroepswerkzaamheid bovendien niet, gezien de onbestendigheid van de inkomsten (die sterk kunnen schommelen, bijvoorbeeld in vakantieperioden) erkend worden als volwaardig beroep, waardoor de onthaalmoeder recht zou hebben op een vervangingsinkomen wegens technische of onvrijwillige werkloosheid ?

01 Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la problématique des gardiennes encadrées et leurs droits au chômage" (n° 2308)

01.01 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Les gardiennes encadrées, qui peuvent garder jusqu'à trois enfants à domicile, touchent un forfait par enfant pour couvrir leurs charges. Ce montant ne leur donne pas accès à la sécurité sociale et n'est pas imposable.

Ce sont en général des chômeuses, qui demandent une suspension de droits pour exercer cette activité. Il y en a 10.000 en Belgique.
Or, l'Onem ne reconnaît pas leur activité, considérée comme revenu de compensation et non comme un travail. Les chômeuses n'arrivent pas à atteindre les quotas d'heures de travail pour se réinsérer dans une vie professionnelle normale.

N'est-il pas possible d'envisager dans la réglementation de l'Onem le maintien des droits des personnes qui quittent le statut de chômeuses pour devenir gardiennes encadrées ?

Par ailleurs, étant donné le caractère aléatoire de leurs revenus, qui peuvent varier, par exemple, en fonction des périodes de vacances, n'est-il pas possible de considérer cette profession comme étant une profession à part entière, ce qui donnerait droit à un revenu de remplacement dans le cadre du chômage technique ou involontaire ?

Sinds juli hebben zich nieuwe pistes geopend. De Vrouwenmars heeft nieuwe suggesties aangereikt, en in de regeringsverklaring werd de uitbreiding van de fiscale aftrekbaarheid van kinderopvang en het onderzoek van sociale dossiers zoals onder meer het sociaal statuut van de onthaalmoeders aangekondigd.

Entre-temps, de nouvelles pistes sont apparues depuis juillet. La Marche des Femmes a apporté des suggestions et la déclaration gouvernementale a prévu l'élargissement de la déduction fiscale pour la garde d'enfants et l'examen de dossiers sociaux tels que le statut des gardiennes d'enfants.

01.02 Minister **Laurette Onkelinx** : De regelgeving bepaalt dat wanneer een werkloze die activiteit gedurende ten hoogste negen jaar uitoefent, hij na het stopzetten ervan automatisch recht heeft op werkloosheidsuitkeringen. De periode van uitoefening van de activiteit wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de uitkeringen, die op grond van de voorheen verrichte bezoldigde arbeid worden vastgesteld.

01.02 **Laurette Onkelinx** , ministre: La réglementation prévoit que lorsque le chômeur exerce cette activité pendant un maximum de 9 ans, il peut automatiquement bénéficier d'allocations de chômage après l'arrêt de l'activité. La période d'activité n'est pas prise en compte pour le calcul des allocations, qui sont fixées sur base du travail salarié exercé auparavant.

Wanneer die activiteit langer dan negen jaar werd uitgeoefend, blijft er een probleem bestaan waarvoor een allesomvattende oplossing moet worden uitgewerkt. Ik onderzoek thans de mogelijkheid om die onthaalmoeders een werknemersstatuut te verlenen, wat het mogelijk zou maken hun rechten op het stuk van de werkloosheid te vrijwaren en rechten op uitkeringen op grond van de activiteit als onthaalmoeder vast te stellen en tevens het pad zou effenen voor de toekenning van een aanvullende uitkering in geval van een deeltijdse activiteit, die vergelijkbaar is met de uitkering die wordt toegekend aan mensen die wegens overmacht niet aan de slag kunnen.

Dans le cas où cette activité est exercée pendant plus de 9 ans, un problème subsiste, pour lequel une solution globale doit être trouvée. J'examine pour le moment la possibilité de donner à ces gardiennes un statut de travailleur, ce qui maintiendrait leurs droits en matière de chômage, permettrait d'établir des droits à des allocations sur base de l'activité de gardienne et ouvrirait la voie à une allocation complémentaire en cas d'activité partielle, comparable à une pénurie de travail en cas de force majeure.

Wat de uitsluiting betreft, wordt enkel rekening gehouden met de dagen waarvoor een uitkering werd uitbetaald en geldt de periode tijdens welke een activiteit als onthaalmoeder werd uitgeoefend dus niet.

Pour l'exclusion, seuls les jours ayant donné lieu au paiement d'une allocation sont pris en compte et donc pas la période d'activité en tant que gardienne.

01.03 **Marie-Thérèse Coenen** (AGALEV-ECOLO): Werd de periode van negen jaar onlangs vastgesteld? De betrokkenen zijn daarover blijkbaar niet volledig ingelicht. Zolang er geen statuut voor de onthaalmoeders is, doet men er goed aan de sector beter in te lichten. De mogelijkheid van werkloosheid ten gevolge van overmacht doet een probleem rijzen op het vlak van deeltijdwerk. Maar misschien kunt u een vast maandinkomen waarborgen, dat een einde zou maken aan de onzekerheid die deze vrouwen nu kennen? Ten slotte hoop ik dat er in dit dossier snel een oplossing uit de bus komt

01.03 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): La période de neuf ans a-t-elle été fixée récemment ? Les personnes concernées ne semblent pas être informées complètement en cette matière. Tant que le statut de ces gardiennes est inexistant, il serait bon d'améliorer l'information pour le secteur. La possibilité de chômage pour cause de force majeur pose le problème du temps partiel, mais peut-être pourriez-vous leur garantir un revenu mensuel stable, qui sortirait ces femmes de l'instabilité qu'elles connaissent ? Enfin, j'espère que ce dossier connaîtra une solution rapidement.

01.04 **Greta D'Hondt** (CVP): We hebben betreffende dit onderwerp in het voorjaar een wetsvoorstel ingediend. Het zou opportuun zijn om dit zo snel mogelijk te behandelen. Deze zaak

01.04 **Greta D'Hondt** (CVP):Nous avons déposé une proposition de loi à ce sujet au printemps. Il serait opportun de la traiter le plus rapidement possible. Cette affaire doit être réglée d'urgence.

vraagt hoogdringend om een oplossing.

Het incident is gesloten.

02 Mondelinge vraag van mevrouw Kristien Grauwels aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesraden" (nr 2437)

02.01 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): In adviesraden mogen sinds 1999 niet meer dan twee derden van de leden tot hetzelfde geslacht behoren. Er werd echter uitstel verleend tot eind 2000. Ondertussen moet de minister elke drie maanden een stand van zaken krijgen van de verschillende ministeries.
Heeft de minister die stand van zaken al ontvangen? Wordt er vooruitgang geboekt? Wat begrijpt men onder raden die “in hoofdzaak advies verlenen”? Hoe vaak kan men een afwijking vragen? Wordt bij de oprichting van een nieuwe raad meteen bepaald of hij onder de regel valt?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** : Een eerste trimesterieel verslag werd voorgelegd op de Ministerraad van 28 april 2000. Voor bepaalde ministeries ontbraken gegevens. Ongeveer een vierde van de raden was op dat moment samengesteld volgens de regel opgelegd door de wet van 20 juli 1990.
Op de Ministerraad van 14 juli 2000 bleken 109 van de 236 raden het vereiste evenwicht te vertonen, 102 raden beschikten over een tijdelijke afwijking, 28 raden werden geherstructureerd. In februari 1999 nog schatte minister Smet dat slecht 10 procent van de raden de verhouding naleefden. Een laatste verslag voor 2000 wordt verwacht in november.

Het feit dat organen die bevoegd zijn om in hoofdzaak adviezen uit te brengen binnen het toepassingsgebied van de wet vallen, heeft geen problemen opgeleverd. Wanneer organen andere taken hebben, moet worden uitgemaakt of het al dan niet om bijkomstige taken gaat. Er kan een schifting gebeuren tussen organen die wel en organen die niet onder de wetsbepalingen vallen. De door de ministerraad aan een orgaan verleende afwijking is verlengbaar, als het orgaan in kwestie een goed onderbouwd verzoek daartoe indient. Elk nieuw orgaan dat aan de voorwaarden van artikel 1 van de wet van 20 juli 1990 beantwoordt, valt ambtshalve binnen het toepassingsgebied van de wet.

02.03 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Het

L'incident est clos.

02 Question orale de Mme Kristien Grauwels à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la présence des hommes et des femmes dans les organes d’avis" (n° 2437)

02.01 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Depuis 1999, les organes d’avis ne peuvent compter plus de deux tiers de membres du même sexe. Un sursis a été accordé jusque fin 2000. Les différents ministères doivent transmettre tous les trois mois un rapport à la ministre.

Recevez-vous ce rapport ? Des progrès ont-ils été réalisés ? Quels sont les organes qui émettent des avis à titre principal? Combien de dérogations peuvent-être demandées? Décide-t-on dès la création d’un nouvel organe s’il est soumis ou non à la règle visée dans la loi?

02.02 **Laurette Onkelinx** , ministre: Un premier rapport trimestriel a été soumis au Conseil des ministres du 28 avril 2000. Il manquait des données concernant certains ministères. La composition d’environ un quart des organes respectait la règle imposée par la loi du 20 juillet 1990.

Lors du Conseil des ministres du 14 juillet 2000, il est apparu que 109 des 236 organes atteignaient l’équilibre requis, que 102 organes bénéficiaient d’une dérogation provisoire et que 28 étaient en restructuration. En février 1999, la ministre Smet estimait encore que seuls 10% des organes respectaient le rapport requis. Nous devons recevoir en novembre le dernier rapport relatif à 2000

Le fait que tombent dans le champ d’application de la loi les organes ayant pour compétence de rendre des avis à titre principal n’a pas posé de difficulté. Quand des organes ont d’autres missions, il faut s’interroger sur le caractère accessoire ou non de ces missions. Un tri peut s’opérer entre les organes concernés par la loi et ceux qui ne le sont pas.

La dérogation accordée par le Conseil des ministres à un organe est renouvelable si l’organe en présente la demande argumentée.Tout nouvel organe qui correspond aux caractéristiques de l’article 1 de la loi du 20 juillet 1990 entre d’office dans son champ d’application.

02.03 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO):Le

feit dat één vierde van de raden in orde is, is geen voldoende reden om te beweren dat een herziening van de voorwaarden niet nodig is.

02.04 Minister **Laurette Onkelinx** : Het gaat om meer dan 40 procent van de raden en niet om één vierde.

02.05 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Bestaan er lijsten van de raden die aan de wet van 20 juli 1990 voldoen? Kunnen we daarover beschikken?

02.06 Minister **Laurette Onkelinx** :In 43,2% van de gevallen wordt het gewenste evenwicht bereikt.

02.07 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Volgens de minister is er geen probleem om uit te maken welke raad "in hoofdzaak advies verleent". Bestaat daarvan een lijst?

02.08 Minister **Laurette Onkelinx**: Er wordt altijd gevraagd of het in hoofdzaak om adviezen gaat. Ik kan de lijsten publiek maken.

Het incident is gesloten.

03 Mondelinge vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de bescherming van de syndicale afgevaardigden" (nr 2470).

03.01 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): Toen ik de minister in november 1999 een vraag stelde omtrent het ontslag van de syndicaal afgevaardigden tijdens de periode die aan de sociale verkiezingen voorafgaat, antwoordde zij dat haar diensten de toepassing van de in 1991 gewijzigde wet van 1948 betreffende de bescherming van de werknemers en hun afgevaardigden zouden nagaan.

Is dat gebeurd? Wat is het resultaat? Worden efficiëntere maatregelen overwogen?

Er werd geopperd de bescherming van de afgevaardigden op de agenda van de paritaire comités te plaatsen en de arbeidsauditoraten terzake bewust te maken. De vakbonden deden interessante voorstellen zoals de invoering van de syndicale onschendbaarheid en de correctionalisering van de weigeringen tot reïntegratie
Die vragen zijn uiterst belangrijk voor ons overlegsysteem.

fait qu'un quart des conseils soient en ordre ne constitue pas une raison suffisante pour affirmer qu'une révision des conditions n'est pas nécessaire.

02.04 **Laurette Onkelinx** , ministre:Il s'agit de plus de 40 pour cent des conseils et non d'un quart.

02.05 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): Existe-t-il des listes des conseils concernés ? Pouvons-nous en disposer ?

02.06 **Laurette Onkelinx** , ministre: 43,2% rencontrent l'équilibre voulu.

02.07 **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO): La ministre estime que cela ne pose aucun problème pour déterminer quel conseil « rend un avis à titre principal». Existe-t-il une liste à ce sujet ?

02.08 **Laurette Onkelinx** , ministre: La question se pose à chaque fois de savoir si c'est à titre principal ou à titre provisoire. Je peux rendre les listes publiques.

L'incident est clos.

03 Question orale de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la protection des délégués syndicaux" (n° 2470)

03.01 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): A une question posée en novembre 1999, concernant les licenciements de délégués syndicaux durant la période précédant les élections sociales, la ministre m'avait répondu que ses services vérifieraient l'application de la loi de 1948, modifiée en 1991, assurant la protection des travailleurs et des délégués.

Les enquêtes ont-elles été réalisées ? Quel en est le résultat ? Des mesures plus efficaces sont-elles envisagées ?

L'inscription de la protection des délégués à l'ordre du jour des commissions paritaires et la sensibilisation des auditorats du travail ont été évoquées. Des idées intéressantes sont présentées par les syndicats, comme l'introduction de l'indemnité syndicale ou la correctionnalisation du refus de réintégration.

Ces questions sont primordiales pour notre système de concertation.

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** : Ik heb de paritaire comités op 17 januari en op 6 maart 2000 geschreven met de vraag mij een gedragscode betreffende de beschermde werknemers te bezorgen.
Er zijn op dit ogenblik twee CAO's afgesloten die in dwingende maatregelen voorzien: een eerste voor de diamantsector, een tweede voor de binnenvaart. Die sectoren hebben beslist dat over elke moeilijkheid die in de overlegorganen van de ondernemingen rijst, binnen het paritair comité overleg wordt gepleegd alvorens een wettelijke procedure wordt ingesteld.
Vier andere comités hebben gelijkaardige aanbevelingen geformuleerd en 21 andere bespraken preventiemaatregelen die vóór de sociale verkiezingen moesten worden getroffen.

We moeten de sociale partners de tijd geven oplossingen te vinden. In 2002 zal een balans van de werkzaamheden van de paritaire comités worden opgemaakt. Alleen als de sociale partners geen consensus bereiken, moet voor de wettelijke weg worden gekozen.

03.03 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): De door de paritaire comités opgemaakte balans is veelbelovend.
Werd het arbeidsauditoraat daarover ingelicht ?

03.04 Minister **Laurette Onkelinx** : Ja.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.05 uur.

03.02 **Laurette Onkelinx** , ministre: J'ai adressé deux notes aux commissions paritaires, le 17 janvier et le 6 mars 2000, pour obtenir un code de bonne conduite relatif aux travailleurs protégés.

A l'heure actuelle, deux conventions collectives de travail portant des dispositions contraignantes ont été conclues, l'une dans le secteur du diamant, l'autre dans la navigation intérieure. Les secteurs ont décidé que toute difficulté qui se produirait dans les organes de concertation des entreprises devrait faire l'objet d'une conciliation préalable devant l'instance paritaire avant toute procédure légale. Quatre autres commissions ont émis des recommandations dans le même sens et 21 autres ont discuté de mesures préventives qui devaient être prises avant les élections sociales.

Il faut laisser le temps aux partenaires sociaux d'essayer de trouver des solutions. Un bilan des travaux des commissions paritaires sera dressé en 2002. Ce n'est que dans le cas où les partenaires sociaux ne pourraient pas aboutir à des consensus qu'il faudrait agir par la voie législative.

03.03 **Zoé Genot** (AGALEV-ECOLO): Le bilan des commissions paritaires est relativement encourageant. L'auditorat du travail a-t-il été sensibilisé ?

03.04 **Laurette Onkelinx** , ministre: Il l'a été.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15.05 heures